

Réactions à l'actualité

Courriers reçus au SCP au cours de la semaine du 19 au 25 mars 2016

Rappel, la semaine dernière : Réforme du code du travail, Journée nationale du souvenir, Crise migratoire, Légion d'honneur au prince saoudien, Dégel du point d'indice...

Attentats de Bruxelles : fort

Les attentats de Bruxelles ont entraîné une centaine de courriers dont 15% sont des témoignages d'émotion et de condoléances au peuple belge. Si quelques citoyens belges ont remercié le Président de la République pour son allocution (« *Je voudrais ici vous remercier du fond du cœur pour le message de soutien que vous nous avez adressé dès ce matin* »), la majorité des messages constituent des attentes de renforcement des dispositifs de protection des populations civiles européennes.

Habités par un sentiment d'insécurité, la plupart adressent leurs reproches aux dirigeants européens pour les « *défaillances* » qui auraient rendues possibles ces nouvelles attaques. Ils sont ainsi 60% à réclamer une meilleure coopération des services de renseignements intérieurs des pays européens et un renforcement des forces de sécurité nationales dans les zones stratégiques, en particulier les aéroports, les gares et les églises en cette veille de week-end pascal : « *j'ai vu que vous avez déployé 1600 agents de sécurité dans les gares mais les métros de Paris et les bus ainsi que les autres régions de France ? Je veux une sécurité renforcée* ». Si l'alourdissement des sanctions pénales est souvent requis, deux Français ont exprimé à cette occasion leur soutien à la déchéance de la nationalité : « *Si la déchéance de nationalité est mise au placard, les Français vont se sentir trahis* ».

Bien que la fermeture des frontières extérieures de l'Union soit « *exigée* » par une dizaine de correspondants, souvent au travers de propos virulents, pour limiter le risque de pénétration terroriste parmi les migrants, seul un intervenant réclame une adoption rapide du PNR : « *les députés européens n'ont toujours pas voté le PNR, c'est de l'inconscience ou de l'incompétence professionnelle et ceci n'est qu'un exemple, il faut plus de réactivité* ». Par ailleurs, pour 30% des correspondants, la meilleure réponse à apporter aux terroristes demeure une intervention sol/air en Irak et en Syrie pour combattre Daech. Enfin, 9% ont condamné les propos de Michel Sapin.

Arrestation de Salah Abdeslam : modéré

La plupart adressent leurs félicitations à l'intention de « *tous ceux qui ont participé aux opérations qui ont abouti à cette arrestation* » et souligner l'efficacité de « *l'association des forces de police et militaire de France et de Belgique* ». Avec 56% de soutiens, le Président de la République est considéré comme un acteur majeur de cette arrestation : « *Je suis convaincue que sans votre stratégie, nous ne serions pas à cette heure à cette finalité* ».

La dynamique des réactions a été considérablement ralentie après les attentats de Bruxelles. Dès lors, les messages ont été plus axés sur le traitement judiciaire à réserver au terroriste. Réclamant la plus grande sévérité, voire la peine de mort, 25% des correspondants évoquent le mandat d'arrêt européen pour exprimer majoritairement leur « *besoin* » d'un jugement en France. Un seul correspondant a appelé à le déchoir de sa nationalité française : « *l'arrestation de Salah Abdeslam vous offre une extraordinaire opportunité d'affirmer votre autorité en le déchant de la nationalité française (...), assorti d'une peine de perpétuité inconditionnellement et rigoureusement incompressible* ». Si les correspondants semblent rassurés par cette arrestation, 12% se disent néanmoins « *inquiets* » de représailles éventuelles.

Réforme du code du travail : modéré, en baisse nette

60% émanent d'opposants au projet de réforme, dont les arguments restent inchangés (« *Pensez aux salariés plutôt qu'aux patrons du CAC 40* »). Toujours mobilisés contre la « *dérive libérale* » que constituerait l'aboutissement du projet, les sympathisants socialistes représentent 1/3 de ces interventions. **Parmi ces critiques, quelques correspondants ont témoigné de leur incompréhension du contenu de l'article 6 relatif au fait religieux en entreprise :** « *La défense du principe de laïcité ne doit accepter aucune manifestation des convictions religieuses dans l'espace public, et doit inclure les lieux de travail* ».

A l'inverse, 12% des messages expriment un soutien envers le Président de la République et la Ministre du travail, tout en accusant les syndicats de « *recupérer* » la réforme afin de « *se mettre en avant* ». Ces correspondants espèrent que « *l'élan de modernité* » représenté par cette loi ne sera pas « *enterré* ».

Campagne « Tous unis contre la haine » : modéré

La majorité (86%) sont négatives, dénonçant l'absence de référence à des faits de « **racisme anti-blanc** », voire la stigmatisation de la « *population blanche et chrétienne* » : « *Même si cela vous déplaît, il y a actuellement un racisme anti-blancs et anti-chrétiens bien plus courant que vous pouvez le penser* ». En parallèle, une dizaine de ces correspondants critiquent plus particulièrement la forme du message et **mettent en garde contre les effets sur les jeunes notamment des images violentes contenues dans ces clips** : « *Vous serez responsable de la haine entre les communautés ! Il faut montrer de l'amour, du respect et non de la violence et de la haine ! Vous savez bien que les jeunes reproduisent ce qu'ils voient !* ».

Elections au Congo-Brazzaville : modéré

Unanimes, les intervenants (dont 30% de nationalité congolaise) dénoncent l'absence de réaction de la part de la communauté internationale face aux conditions d'organisation du scrutin (« *hold-up électoral* ») : « *Vous êtes témoin de ce qui se passe au Congo-Brazzaville avec ce dictateur Sassou N'Guesso ! On coupe la télévision, les téléphones, l'internet, du jamais vu pour une journée de vote. Où est l'union internationale vis-à-vis des Congolais?* ». Ainsi, nombreux sont ceux qui demandent au Président de la République de s'exprimer publiquement en faveur du peuple congolais.

19 mars - journée nationale du souvenir - réactions au discours du PR : modéré

Le discours prononcé le 19 mars dernier a surtout été commenté par des anciens pieds noirs, harkis ou leurs descendants qui rejettent fortement le choix de cette date (« *le cessez-le-feu a permis au FLN de continuer à massacrer et procéder à un véritable génocide d'une population qui avait été désarmée sur ordre du félon général de Gaulle* ») voire mettre en avant les bienfaits de la colonisation (« *Pourquoi célébrer une défaite, un abandon ? Arrêtons de nous flageller dans la repentance, la France a construit l'Algérie, créé sa richesse, trouvé du pétrole, etc. La France devrait être fière de son œuvre !* »).

A l'inverse pour un tiers des correspondants cette commémoration constitue un « **hommage important et légitime** » et remercient le Président de la République pour cet acte « **courageux** » : « *Cette plaie est restée ouverte. Choisir le 19 mars c'est être des deux côtés, ni pour l'un, ni pour l'autre, ni contre l'un, ni contre l'autre.* ».

Crise migratoire européenne – Accord UE Turquie : faible, en baisse

L'accord entre l'UE et la Turquie n'a entraîné qu'une poignée de réactions cette semaine, qui condamnent un accord jugé attentatoire aux droits des réfugiés, satisfaisant trop largement les contreparties demandées par l'Etat turc, peu respectueux des libertés individuelles.

PJL de modification constitutionnelle au Sénat : très faible

Les débats et le vote du Sénat sur la déchéance de nationalité intéressent très peu : seuls 2 correspondants, convaincus que « *la majorité des Français est favorable à cette mesure* », ont dénoncé la « *la vacuité du débat électoralement pollué entre les deux Chambres* ».

Vidéo violences policières lors des manifestations de jeunes : très faible

Tous critiques, 3 messages relaient le « **choc** » et « **l'indignation** » ressentis lors du visionnage de l'immobilisation musclée d'un jeune manifestant qu'ils qualifient de fait de « **violence policière injustifiée** » : « *Quel exemple du respect et de la liberté à la française* ».

Dégel du point d'indice : 3

Cas de vache folle déclaré dans les Ardennes : 0

Législatives partielles : 0

Perquisition à Argenteuil : 0